

Le très hon. M. Gardiner: Si, au lieu de parler de cela ici, vous disiez aux cultivateurs de se rendre au parc à bestiaux de Melfort et de s'adresser au syndicat, celui-ci leur dirait de quoi il retourne.

M. Bryson: Pourquoi adressent-ils ces bordereaux à leurs députés, s'ils peuvent obtenir leur argent par les voies ordinaires? Je ne vois aucune raison à cela.

Le très hon. M. Gardiner: Je pourrais vous exposer certaines raisons, mais je m'en abstiens, ne voulant pas vous faire affront.

M. Bryson: En tout cas, il faut reconnaître que la confusion est grande. Je souhaite toujours que le ministre me dise comment il peut soutenir qu'il existe un prix minimum alors que le prix du porc commence à baisser en bas du minimum établi. Le ministre ne maintient pas le prix minimum: il le laisse baisser, comme il l'a déjà fait une ou deux fois. A mon sens, nous en sommes au même point qu'il y a vingt ans en ce qui a trait à la vente méthodique de nos porcs, de nos bovins...

M. Studer: Vous n'en savez rien!

M. Bryson: ...ou tout autre bétail. Je ne vois pas comment les choses pourraient changer tant que le Gouvernement ne sera pas disposé à adopter un programme national relativement aux bestiaux. Pendant bien des années, on s'en est tenu à une certaine méthode. Nous en sommes encore là, et il serait impossible de dire quelles pertes et quelles misères les agriculteurs des Prairies ont subies à cause de l'instabilité des prix. Nous savons qu'elles sont grandes. Il est impossible d'organiser la production longtemps d'avance. Il est même impossible d'y songer, en face de l'instabilité des prix. Ainsi que nous l'avons observé depuis des années, lorsque les prix sont bas et que le bétail d'élevage devient rare, le marché apparaît sous un jour assez alléchant pour celui qui décide de se livrer à l'élevage. Les animaux gardés pour la reproduction réduisent davantage ce qui est mis sur le marché de consommation et c'est alors que le prix du bétail commence à augmenter.

Au lieu d'acheter quand les prix sont élevés, les abattoirs profitent des bas prix pour bonder leurs frigorifiques. Quand le cultivateur arrive au terme de son programme d'élevage et qu'il met son produit sur le marché, l'abattoir ne veut pas acheter de bêtes parce que, dans l'intervalle, le prix a commencé à monter. Les abattoirs vendent alors les produits qu'ils avaient entreposés en période de bas prix. Voilà notre dilemme. Le même cycle recommence depuis 20 ans. Le cultivateur ne peut pas garder son produit; c'est

un produit périssable. Il est obligé de mettre sur le marché; mais les abattoirs, eux, ne sont pas obligés de l'acheter puisqu'ils ont de la viande plein leurs frigorifiques.

Il y a aussi les producteurs malavisés qui se sont lancés dans l'élevage dans l'espoir d'en retirer de gros bénéfices. Eh bien, ils en retirent si peu qu'ils ne peuvent conserver leurs bêtes, à présent que les cours fléchissent. Ils les vendent, jusqu'à la dernière. Les prix continuent donc de baisser au point que le producteur, même s'il connaît son affaire, ne peut plus se maintenir. Voilà quelques-uns de nos problèmes. Rien de ce qu'a dit le ministre, et rien dans toutes les lois que j'ai lues, me paraît de nature à régler ces difficultés. Il n'y a qu'un remède: il nous faut au Canada un programme d'envergure nationale de soutien des prix agricoles. J'espère donc, monsieur le président, qu'avant la fin du présent débat, le ministre prendra de nouveau la parole pour nous dire clairement et franchement quels sont les éléments de ce soutien des prix dont nous entendons tellement parler.

M. Studer: Vous ne comprendriez pas, de toute façon.

M. Blackmore: Monsieur le président, je crois que nous avons tous goûté l'exposé préliminaire du ministre. Il y a 20 ans que je siége dans cette enceinte, et j'ai toujours été étonné de voir l'enthousiasme que le ministre a apporté à ses propos.

M. Studer: C'est de l'enthousiasme motivé.

M. Blackmore: Il devient si optimiste qu'il se convainc lui-même. D'après ce qui existe dans mon comté, je ne trouve pas grand chose qui soit de nature à justifier l'exposé chaleureux du ministre sur l'agriculture. Cependant, je ne songe pas à lui chercher noise à cause de ce qu'il a dit.

Je veux soulever quatre questions que le producteur canadien devrait, à mon avis, envisager sans délai.

Beaucoup de députés ont déjà signalé, cette année, à la Chambre qu'il y avait dans le monde des populations innombrables qui ne peuvent se procurer les articles de première nécessité. Certains disent même que la moitié de la population du globe se couche tous les soirs l'estomac creux.

M. Studer: Racontez-nous quelque chose de plus nouveau.

M. Blackmore: Je ne dit pas que c'est vrai. Je disais que certains l'affirment. Le député veut-il mettre en doute cette affirmation, monsieur le président? Il me semble qu'il y a là-bas deux ou trois députés qui ont l'air bien agité.